

APRÈS LE TEMPS ÉLECTORAL, VIVEMENT LE TEMPS DE LA LUTTE SOCIALE !

Bardella, Le Pen et leur allié Ciotti n'ont pas pu sabrer le champagne dimanche soir et c'est tant mieux. Voir la mine défaite des dirigeants du Rassemblement national sur les plateaux télé a constitué un petit moment de bonheur pour toutes celles et ceux qui ne voulaient pas « essayer » l'extrême droite au gouvernement. Macron avait pris une claque au premier tour, Bardella en prend une au second... Il reste désormais à mettre définitivement KO toutes les politiques racistes et antisociales, et cela, ce n'est pas sur le ring électoral que nous pourrons le faire.

Bardella à Matignon, pas pour cette fois...

Avec 143 députés - certes un record -, le RN et ses alliés n'obtiennent aucune majorité de gouvernement et arrivent troisièmes après le Nouveau Front populaire et les amis de Macron. La stratégie adoptée par les partis présents au second tour de « désistement républicain » a fonctionné. Malgré son arrivée en tête au premier tour, malgré son nombre de voix supérieur à celui de chacun des autres groupes au deuxième tour, le RN ne peut pas gouverner. Mais ses idées et son poids dans la vie politique se renforcent inexorablement, ses résultats électoraux vont lui offrir une manne financière inédite : on n'en a pas fini avec ce poison mortel qu'est l'extrême droite pour le monde du travail et la jeunesse. Et on n'en a pas fini avec cette politique en faveur des riches et des patrons menée par Macron depuis des années, et par des gouvernements de droite et de gauche avant lui, qui a pavé la voie au RN.

Les tractations, contre les classes populaires

Aucun des trois principaux blocs politiques prétendant à la gestion des affaires gouvernementales n'obtient de majorité absolue. Macron se voit de nouveau « en arbitre suprême » alors que sa détestation au sein des classes populaires est immense : lui et ses alliés arriveront-ils à débaucher d'autres politiciens de tout bord partageant la même servilité à l'égard des intérêts du patronat pour former un

gouvernement toujours plus à droite ? L'alliance du Nouveau Front populaire a déjà largement étalé ses divisions et ses options contradictoires. Elle a remis en selle le PS et EELV qui ont gouverné avant Macron. Passera-t-elle la première semaine post-électorale ou bien son unité de carton s'achèvera-t-elle avec les tractations sur celui qu'elle espère comme Premier ministre ?

L'heure est à la lutte sociale

Qui va nous permettre d'arracher les 400 euros de plus par mois et faire monter nos salaires, nos pensions et nos revenus à 2000 euros net par mois ? Qui va indexer nos salaires sur les prix ? Qui va interdire les licenciements dans le privé et toutes les suppressions d'emploi dans les services publics ? Qui va nous permettre de partir à la retraite à 60 ans en ayant cotisé 37,5 annuités ? Qui va faire abroger toutes les lois racistes prises depuis 40 ans et obtenir la régularisation de tous les sans-papiers ? Qui va mettre fin au saccage écologique de la planète ? Qui va donner du boulot à toutes et tous en réduisant massivement le temps de travail et la charge de travail ? Ce n'est ni à l'Élysée, ni à Matignon, ni à l'Assemblée que nous obtiendrons satisfaction ! C'est par nos luttes, nos grèves, nos mobilisations de rue, comme en 1936, lorsqu'après un mois de grève générale et d'occupation des lieux de travail, les congés payés, la semaine de 40 heures et des augmentations de salaire ont été arrachés au patronat... Le gouvernement de Front populaire n'y était pour rien, il n'avait même pas été capable de donner le droit de vote aux femmes ni l'indépendance aux colonies !

Tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction sur des revendications vitales pour le monde travail, l'extrême droite creusera son sillon et déversera sa propagande raciste et xénophobe. Voilà pourquoi nous manifesterons le 14 juillet à Paris contre le racisme... et construirons les prochaines grèves sans attendre la gauche au pouvoir, ou en l'affrontant au besoin.

Urgence pour nos urgences

On le sait, comme tous les étés, nos urgences vont avoir du mal à fonctionner. Nous allons récupérer beaucoup de patient·es qui auraient consulté dans la médecine de ville ainsi qu'un afflux de touristes, le tout à gérer avec un peu moins de personnel parti en congés, du repos bien mérité ! La solution de la direction qui circule dans les couloirs ? Forcer les spécialistes du CHU à assurer des gardes ! Certes cela permettra de tenir les créneaux, mais à quel prix pour les services amputés de leurs spécialistes, et à quel prix pour la prise en charge des patient·es en urgence ? Pas sûr qu'un·e collègue radiologue ou neurologue puisse répondre efficacement à une urgence ! Ce qu'il faut, c'est plus de moyens, plus d'embauches de médecins urgentistes, formé·es pour cela ! Et ça, c'est dans la lutte qu'on l'obtiendra !

Webhelp à Caen, en lutte pour les salaires

Depuis avril, les salarié·es des deux centres d'appel Webhelp à Caen, Colombelles et Fresnel, sont en grève illimitée. La plupart des 900 salarié·es sont aux SMIC, avec une direction de plus en plus agressive et infantilisante. Mais malgré le fort turn-over que cela engendre (500 nouveaux embauché·es par an environ), l'augmentation des salaires est devenue une urgence pour un nombre croissant de travailleur·ses. Alors depuis avril, les syndicats ont organisé un mouvement de débrayages répétés. Par service, des salarié·es se mettent en grève pour quelques heures, aux moments les plus critiques de la journée. Ils et elles réclament entre autres une hausse de 100 € nets pour le plus bas coefficient et une prise en compte de l'ancienneté. Au-delà de Webhelp, bien d'autres salarié·es de la région de Caen survivent au lieu de vivre avec ce Smic de misère. Autant de colères qu'il faudra bien fédérer un jour pour gagner...

Soignant·es, cadres de santé, médecins : il va falloir faire du chiffre

Le nouveau mode de financement des hôpitaux psy qui se met en place tout doucement jusqu'en 2026 contraint les soignant·es à faire des actes, pour pouvoir conserver son budget actuel. Et pour cela, il faut commencer par diminuer les Durée Moyennes de Séjour des patient·es hospitalisé·es. Nous entrons encore un peu plus dans l'hôpital entreprise, avec nécessité de rentabilité pour ne pas avoir à subir une coupe budgétaire l'année suivante. Face à ces attaques contre nos conditions de travail, la seule solution ne viendra que de nos luttes. On veut des bras et des lits !

Paris, Burn Outlympiques

Cet été, plutôt que d'embaucher, la direction de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris pratique le système de mutualisation à marche forcée entre les services. Pour les soignant·es c'est une tension quotidienne, et pour les patient·es un accueil dégradé. Encore un coup de génie où nos vies à toute et tous valent moins que quelques économies. Une situation qui ressemble sans surprise beaucoup à ce que la direction veut nous imposer ici à Caen pour les urgences, et sûrement partout en France ! Il y aurait de quoi faire front commun.

Paris, Pompidou en grève

Les personnels des Urgences de Georges Pompidou se sont mis en grève ce lundi 8 juillet, et ont manifesté dans l'hôpital, dénonçant le sous-effectif chronique et la prise en charge dégradée. Ils réclament la titularisation de tous les CDD AS, des embauches, des effectifs renforcés pour la période JO, et la prime pour tous ! Bravo aux collègues de l'HEGP, qui nous donnent des idées !

Grève victorieuse à l'hôpital Ducuing à Toulouse !

À Toulouse, 60 secrétaires médicales de l'hôpital Joseph Ducuing ont gagné après 10 jours de grève et de mobilisations. Jusque-là payées en-dessous du SMIC, elles ont obtenu l'alignement de leur salaire sur le SMIC et l'ajout de tous les compléments métiers en plus. Pour les non-diplômées et le service des archives, ce sont 20 points de complément de diplôme en plus empochés. Sans elles et sans nous tous, l'hôpital ne tourne pas : alors faisons comme à Ducuing et exigeons ensemble ce qui nous est dû !

Palestine : pendant le massacre, la colonisation continue

Israël a encore annexé une partie de la Cisjordanie, territoire en principe palestinien mais qu'ils occupent depuis 1967. Le ministre qui administre ces territoires a requalifié une zone protégée en terres « d'État », autrement dit ouvertes à la création de nouvelles colonies israéliennes, au mépris du droit international. Ses protecteurs occidentaux protestent pour la forme, mais ils laissent faire. Et voilà comment depuis le processus de paix de 1993, les colons israéliens de Cisjordanie ont vu leur nombre multiplié par au moins quatre.

**SAMEDI 13 JUILLET : MANIFESTATION
en soutien au peuple palestinien**

A l'appel du Collectif 14 de Solidarité avec la Palestine

15h - Caen - En face du Monoprix